

Le Combat Social

Le numéro 25 c.

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION DE L'ALLIER DU PARTI SOCIALISTE

Le numéro 25 c.

23^e ANNÉE — N° 1159

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES

DIMANCHE 12 AVRIL 1936

Rédaction et administration : rue de Damiette, Montluçon. C/G postaux Clermont-Ferrand 68-15. Abonnements : Allier et départements limitrophes, 1 an, 15 fr. ; 6 mois, 8 fr.
L'Agence Havas est chargée de recevoir la publicité locale et extra-locale

AUX ELECTEURS DE FRANCE

Citoyens,

Dans toutes les circonscriptions électorales de notre pays, le Parti Socialiste vous appelle à voter pour ses candidats, au premier tour de scrutin et au second tour, contre les hommes et les partis de réaction.

II le fait avec fierté et confiance.

Tous les événements d'ordre politique, financier, économique, à l'intérieur, comme toute l'évolution de la politique extérieure, ont justifié d'une façon éclatante ses critiques, ses appréhensions, son programme et sa doctrine, et démontré combien le peuple avait eu tort de confier à d'autres partis que le Parti Socialiste, la direction des affaires publiques.

La situation générale n'a pas cessé de s'aggraver au cours des quatre années de cette législature de chaos et d'impuissance.

Les mesures de déflation ont donné les résultats dénoncés par nous à l'avance : crise économique plus aiguë et plus profonde, difficultés budgétaires rendues plus redoutables par l'accroissement du déficit et de la dette, misère généralisée.

Rien n'a été fait

Pour résorber le chômage, pour redonner de l'activité à l'industrie et au commerce, pour faciliter aux cultivateurs l'écoulement de leurs produits à un prix rémunérateur.

L'imprévoyance des uns, les défaillances des autres et les complications de certains sont allées jusqu'à créer un péril fasciste, pour la honte de notre démocratie.

Il a fallu les répliques spontanées et grandioses des masses populaires pour rétablir une situation compromise par les audaces et les violences des émeutiers du 6 février 1934.

Mais ce péril peut renaître.

Il renaîtra si une politique hardie, vigoureuse et féconde ne vient pas aussitôt consolider la victoire électorale certaine des forces démocratiques.

Le sort de la législature de demain et peut être aussi celui de la République elle-même, se régleront dans les quelques premiers mois qui suivront la rentrée de la nouvelle Chambre.

C'est pourquoi il faut voter Socialiste.

Il faut que le Groupe Socialiste au Parlement ait assez de force et d'autorité pour prendre l'initiative et la direction des combats nécessaires et des actes décisifs.

Il faut voter Socialiste.

Pour que les ligues fascistes soient dissoutes et que la République ne soit plus continuellement mise en péril par des groupes de factieux.

Il faut voter Socialiste.

Pour que le crédit de l'Etat ne soit plus sous la dictature de la haute finance, et que la Banque de France devienne la Banque de la Nation.

Il faut voter Socialiste.

Pour que, s'ajoutant à une réforme fiscale qui frappera les classes riches à proportion de leurs avoirs, les monopoles de fait des principales sources de richesses soient restitués à la Nation française. Ainsi seulement, l'Etat républicain trouvera les moyens financiers de grandes entreprises qui permettront de redonner du travail aux chômeurs, de faire reculer la crise, de jeter les fondements d'une économie nouvelle, où le principe condamné de la production pour le profit capitaliste cédera le pas au principe de la production basée sur l'accroissement du bien-être et de la liberté de l'ensemble des travailleurs.

Il faut voter Socialiste.

Pour que la France républicaine prenne la tête du mouvement universel en faveur de la paix dans la sécurité collective, en proposant le désarmement général, simultané et contrôlé, et en supprimant la fabrication et le commerce privés des armes.

Toutes ces mesures que nous énonçons seulement ici sont développées dans le programme du Parti Socialiste que nos candidats, nos militants et notre presse défendent devant le pays tout entier, dans les cités industrielles comme dans les villages et les campagnes.

A travers la misère, la souffrance et les menaces de guerre, le monde cherche les voies de son salut.

Le Capitalisme est partout incapable d'assurer l'ordre véritable et la paix.

Il arrête le travail ; il précipite dans le chômage des millions d'êtres humains ; il ferme les portes de la vie à une jeunesse désespérée qui ne sait que faire de l'intelligence et des bras de ses vingt ans ; il procède à des destructions de richesses, alors que d'innombrables producteurs sont privés du nécessaire ; il devient un obstacle au progrès et à la science.

Il est sans solution sans remède, sans programme, sans doctrine devant le désordre et les ruines qu'il a engendrées.

VOTER SOCIALISTE est, aujourd'hui, plus encore qu'en aucune autre période précédente, un DEVOIR NATIONAL et un DEVOIR HUMAIN.

Il faut en finir avec l'oligarchie d'une poignée d'individus qui rançonnent la nation, la trahissent au besoin, oppriment et asservissent la masse des citoyens.

CONTRE LA GUERRE, CONTRE LE CHOMAGE,

Pour une France rendue libre et prospère par l'affranchissement du travail et l'organisation de la production en harmonie avec la science et les besoins d'un Etat moderne.

Pour le Groupe Socialiste au Parlement,
Le Président :
Léon BLUM.

Pour le Conseil National,
Le Secrétaire général :
Paul FAURE.

A l'occasion de la Conférence Nationale des Jeunes Socialistes

GRAND MEETING INTERNATIONAL

Tonnelli UMBERTO, Secrétaire des J. S. Italiennes.

Fernand GODEFROY, Secrétaire des Jeunes Gardes Socialistes Belges.

Un camarade autrichien, du Comité exécutif de l'I.S.J.

Louis LAGORGETTE, de la C.A.P. du P. rll Socialiste.

Bernard CHOCHOY, Secrétaire des J. S. Français.

Samedi 11 Avril, à 20 h., Salle du Pont-Ginguet, à Moulins

VOULOIR LA PAIX

Le "Plan du gouvernement allemand" remis par l'Allemagne en réponse aux dispositions rédigées par les représentants de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie n'a pas apporté d'éléments nouveaux aux propositions antérieures et aux discours électoraux de Hitler.

Le Reich a cherché à rapprocher les 19 points de son exposé des 14 points du président Wilson et a essayé de démontrer que seul le programme de paix allemand est conforme à la doctrine du grand pacifiste américain.

Et nous voyons Hitler demander sans rire que soient signés des traités inviolables, cela moins de trois semaines après la violation du traité de Locarno par l'Allemagne.

Par il expose à nouveau les détails de son plan de paix.

Et ce qui frappe tout d'abord, c'est qu'il semble à lire ce plan que l'Allemagne n'ait de frontières qu'à l'Ouest. Pour elle, seul l'Ouest semble compter. Tout au plus, une vague allusion de deux lignes à l'Est.

Et le ne parle jamais de l'Est, mais ce n'est que pour mieux et penser sans cesse. De cela, nous pouvons être certains.

Et si elle offre à la France et à la Belgique un pacte de non agression de 25 ans, n'est-ce pas tout justement pour avoir pendant ce laps de temps les mains libres à l'Est.

Si elle prend 25 ans pour durée des accords qu'elle propose, c'est sans doute parce qu'elle pense que ce temps lui sera suffisant pour arriver à ses fins en Europe orientale.

Nous voyons ainsi reprendre par Hitler le vieux plan tactique de l'expansion allemande, jamais changé depuis Frédéric II et Bismarck : s'assurer successivement la neutralité de chacun de ses voisins de l'Est et de l'Ouest pour mieux les combattre les uns après les autres.

Mais cela nous donne la mesure de sincérité du Reichswehr et la qualité de son pacifisme.

Ses véritables sentiments apparaissent ainsi mieux encore dans ses propositions positives que dans les refus qu'il oppose au projet établi à Londres par les puissances signataires de Locarno.

Sa duplicité éclate encore bien davantage lorsque nous le voyons proposer la création de commissions arbitrales et de tribunaux destinés à trancher les contestations pouvant s'élever ultérieurement entre les Etats signataires des pactes de non agression qu'il nous propose.

En demandant la création de tels organismes, Hitler feint d'ignorer qu'il y a déjà à la Haye une Cour de Justice Internationale vieille de plus de 25 ans. Sa haute impartialité est depuis longtemps attestée et de nombreux tribunaux lui ont été soumis. Pourquoi alors vouloir créer autre chose ?

Au surplus, le Conseil de la S. d. N. peut également le Conseil de tribunaux arbitraux.

Puisque Hitler offre de rentrer dans le giron de l'institution de Genève, pourquoi cherche-t-il en même temps à lui enlever de son autorité ?

En même temps, le gouvernement du Reich se déclare partisan convaincu du désarmement. Mais entendons-nous bien. Il ne veut pas un désarmement général et universel. Il désire tout simplement un désarmement qui se cherche dans des tête à tête de puissance et prend pour exemple les résultats obtenus dans le domaine de la limitation des armements navals qui, d'après lui, peuvent avoir un effet instructif et stimulant.

En lisant cela, on se demande si vraiment Hitler parle sérieusement. N'avons-nous pas encore présents à la mémoire les résultats désastreux et l'échec complet de la conférence navale de Londres ? Est-ce exemple pour ceux qui rêvent d'éviter à tout prix le désarmement.

Mais tout cela met parfaitement en lumière le principe directeur de la politique extérieure allemande qui est de faire croire au reste de l'Europe qu'il n'y a pas une paix européenne, mais des paix particulières à chaque pays.

Pour rétorquer ce principe absurde, faut-il encore répéter ce qui a été dit bien des fois déjà : La paix est indivisible.

Ce n'est qu'en s'appuyant sur ce principe, qu'on travaillera dans les sens de la paix véritable.

Et c'est contre ce principe que Hitler travaille actuellement dans l'espoir de diviser la France et l'Angleterre.

Les dispositions du Reich ne sont donc guère favorables et ses propositions inacceptables.

Faut-il pour cela rompre les ponts et faudrait-il que le gouvernement français, comme les réactionnaires le lui proposent, s'enferme dans un mutisme dédaigneux après avoir crié bien fort : Non ?

Ce serait commettre une grave erreur et faire le jeu de Hitler tout en aliénant définitivement les Anglais qui ont déjà assez de motifs d'être mécontents de nous depuis un an.

Les propositions de Hitler ont été faites sous une forme telle qu'une partie importante de l'opinion anglaise les considère avec faveur.

Si nous nous bornions à un refus brutal, cette opinion britannique se retournerait contre nous et nous considérerait comme responsables de ce nouvel échec de l'organisation de la paix.

Il faut donc opposer au plan de Hitler, et le gouvernement français parait avoir compris cela, opposer un plan français.

Ce plan qui s'élabore actuellement, qui sera peut être connu lorsque paraitront ces lignes, doit reposer essentiellement sur le désarmement, la sécurité collective, les pactes collectifs d'assistance mutuelle et la S. d. N.

Ce plan, ce doit être, qu'on le veuille ou non, le plan que depuis bientôt vingt ans le parti socialiste propose.

Une fois de plus encore, il est démontré que pour en sortir, aussi bien au point de vue extérieur qu'au point de vue intérieur, il faut admettre les solutions socialistes.

C'est ce qui nous fait montrer sans cesse aux électeurs qui comprendront que seul le Parti Socialiste peut leur donner la paix, car la première condition pour éloigner la guerre, c'est de vouloir la paix, de la vouloir sincèrement, et notre parti la veut sincèrement, de toute sa volonté.

Gilles GOZARD.

La propriété individuelle et le Socialisme

Le socialisme n'a jamais confondu la propriété individuelle avec la propriété capitaliste. Voici des preuves : Karl Marx écrit, dans *Le Capital*, en 1867 :

L'économie politique cherche à entretenir une confusion des plus commodes entre deux genres de propriété privée bien distincts, « la propriété privée fondée sur le travail, la propriété » et « la propriété privée fondée sur le travail d'autrui », oubliant à dessein, que celle-ci non seulement forme l'antithèse de celle-là, mais qu'elle ne croît que sur sa tombe.

Jules Guesde, au Congrès socialiste de Saint-Etienne, en 1909 disait :

« Cette petite propriété paysanne, nous-mêmes, comme il en a été question ici même, la confond avec l'ensemble de la propriété capitaliste ? Pouvons-nous l'assimiler aux grands domaines, à la propriété de ceux qui possèdent sans cultiver, sans travailler, en faisant cultiver et en faisant travailler ? Je réponds sans hésitation : non. Je dis qu'il est impossible de faire une pareille confusion. D'abord de nous avons pas le droit : là où la propriété et le travail sont réunis dans la même main, il n'y a pas lieu à expropriation. Cette expropriation serait un vol, ce qu'il y a de plus contraire à ce que poursuit le parti socialiste qui n'a qu'un but : la restitution... »

Jaurès disait à la Chambre en 1897 (*Journaux Officiels* du 3 juillet 1897) :

« Entre la grande propriété et la petite propriété paysanne, il n'y a pas seulement une différence de surface et de degré, mais, en quelque mesure, une différence de nature, l'une étant une forme de capital, l'autre une forme de travail... »

Tous les socialistes disent la même chose, dans tous les pays.

Les socialistes autrichiens, dans leur Congrès de Vienne, en novembre 1925, disent :

«...Même dans le cadre de l'Etat socialiste, les paysans vivront dans leurs terres en propriétaires libres. Le socialisme combat la propriété des seigneurs, acquise par le brigandage, non pas la propriété des cultivateurs, acquise par le travail... »

Les socialistes allemands, dans leur Congrès de Kiel, en mai 1937, disent :

«...Bien loin de vouloir chasser le paysan de son lopin de terre ou de chercher à lui confisquer sa propriété, la société socialiste assure aux masses paysannes leur propriété et le lieu de leur travail. Elle lutte contre la propriété des grands possesseurs fonciers qui se réclament du droit du seigneur et non pas contre la propriété des paysans qui est fondée sur le travail... »

Ainsi les socialistes ont toujours et partout dit la même chose. Et à ceux qui viennent dire aux paysans bourbonnais qu'il n'y a pas

Notre Combat VERS LA JEUNESSE

La Fédération des Jeunes socialistes de l'Allier est aujourd'hui à l'honneur. Qu'il nous soit permis de souhaiter une fraternelle et cordiale bienvenue aux délégués qui, arrivant de tous les coins de France, vont délibérer à Moulins sur les grands problèmes dont les multiples aspects creusent de profonds remous parmi les jeunes cerveaux des générations de l'après-guerre. Combien sont-ils, ayant quitté l'école, refusés à la porte de l'atelier, errants désemparés, en proie à toutes les atterrames, à toutes les tentations néfastes de la rue ?

Combien sont-ils, chargés des parchemins si longtemps convoités et conquis d'arrache-pied, attendant d'entrer dans la carrière entrevue comme le but suprême, et désespérément fermés ?

Combien sont-ils, qui devraient avoir un foyer propre, et restent à la charge de leurs vieux parents pour un temps dont ils n'entrevoient pas la fin ?

Innombrables, hélas, les jeunes, désolés et inquiets, qui jettent un regard angoissé sur l'avenir sans issue du monde capitaliste.

Où vont-ils aller ? Qui va recueillir leurs énergies inemployées ? Pour quelle besogne ?

La démagogie des groupements fascistes à l'attirance des formules dont le contexte n'oblige point à penser.

Le berbe charitable des associations confessionnelles n'est rien autre qu'un couplet adapté de la vieille chanson qui berce depuis tant de siècles la misère des hommes.

Alors, le Socialisme ? Mais oui ! Lui, au moins, n'a point failli. Il a vu clair depuis toujours, et sa doctrine de rénovation sociale est toujours jeune. Il apporte des solutions précieuses pour faire rentrer dans la vie ceux qui n'osent plus espérer ; et si, dans les temps actuels, chacun fait son devoir, on peut, sans vanité, penser et dire que, bientôt, il gouvernera la France.

Les camarades réunis à Moulins savent tout cela. Ils vont rechercher les meilleurs moyens de le faire pénétrer partout, d'éclairer et d'éduquer les jeunes qui ont besoin de se sentir soutenus, défendus, guidés pour la conquête du droit le plus précieux : celui de vivre en paix dans le bien-être par le travail heureux.

Nous allons suivre avec intérêt les travaux de la Conférence Nationale de nos Jeunes socialistes. Nous sommes certains qu'ils seront fructueux, et que ces deux belles journées marqueront le départ d'une décisive étape vers la conquête de la jeunesse travailleuse de ce pays.

G. R.

SALUT JEUNES SOCIALISTES !

Jeunes camarades qui êtes les hôtes de notre Fédération de l'Allier, soyez les bienvenus. Moulins, capitale socialiste, vous accueille fraternellement et nos jeunes amis, qui se sont affairés avec fièvre à vous préparer un séjour agréable, ne cachent pas leur joie et leur fierté d'avoir été choisis pour organiser un Congrès National de J. S.

Que nos camarades René Bouchet, député-maire, et Camille Planche, député, soient remerciés pour l'aide si précieuse qu'ils nous ont apportée. Grâce à eux, grâce au groupe socialiste, aux J. S., aux fédérations adulte et jeune, l'espérance que vous emporterez de notre Bourbonnais, le meilleur souvenir.

Mais notre Fédération serait ingrate si elle ne remerciait pas le C.N.M. En effet, celui-ci s'est mis à notre disposition pour mener de la partie le département de l'Allier, une active propagande socialiste. Ses orateurs vont, dans de nombreuses communes, dans nos campagnes, diffuser nos mots d'ordre, créer et développer les sections de J. S.

L'an prochain, la petite Fédération que nous sommes sera devenue puissante. Le bon grain semé durant toute cette semaine aura germé, et la récolte sera magnifique. C'est notre légitime ambition : devenir dans notre mouvement national une aile marchante, allant de plus en plus à la conquête de la jeunesse. C'est la tâche que s'était faite notre ami Octave Cote, fondateur des J. S. de l'Allier, c'est la tâche que nous entendons poursuivre et mener à bien.

Aussi, avec quelle joie nos camarades préparent-ils ce grand Congrès de la jeunesse. Ils savent quel parti nous allons, pouvons en tirer : diffusion des résolutions, accroissement de notre influence sur les jeunes travailleurs, développement intensif de notre propagande, de nos effectifs. Quel bel avenir s'ouvre devant nous

(Voir la suite en 2^e page.)

de différence entre la propriété du paysan travailleur et la propriété du capitaliste exploitateur du travail des autres, nous pouvons répondre :

La propriété paysanne et la propriété capitaliste sont l'une et l'autre des propriétés comme le goujon qui est mangé par le brochet, et le brochet qui mangé par le goujon, sont l'un et l'autre des poissons.